L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Compagnie, no 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE, 6 JUILLET 1879.

CONVENTION.

Voici le texte des articles adoptés dans la séance du soir de jeudi.

Art. 31. Toute personne qui directement ou indirectement a donné ou offert de l'argent ou autre chose de valeur, ou promis une place ou un emploi, ou influencé par menaces ou autrement, ou tenté d'influencer par l'un ou l'autre de ces moyens, un membre de la présente Convention, dans le but de corrompre ou influencer le dit membre dans l'exercice de ses devoirs, ou pour le récompenser pour un acte déjà fait ou omis par lui, ou qui a donné ou offert de l'argent, ou promis une place ou un emploi, ou influencé par menaces ou autrement, ou tenté d'influencer par l'un ou l'autre de ces moyens, aucun membre de la présente Convention, afin de le déterminer à voter ou s'abstenir de voter en faveur d'une question quelconque soumise à la présente Convention, ou pour l'une des deux Chambres de l'Assemblée générale, dont la présente convalescence est ou pourra être requise pour compléter le nombre de deux tiers nécessaire pour adopter un projet de loi, ou pour récompenser tout membre ou de manquer à voter, ou d'avoir voté pour toute question ou projet de loi, ou pour toute ordonnance ou article ne sont pas contenus dans la loi générale ou fondamentale de décréter des pénalités contre ces offenses, sera puni, etc.

Art. 32. Toute personne pourra être donnée de témoigner dans tout procès légal contre quiconque pour tout acte mentionné dans l'article précédent, et il ne sera pas permis à la personne ainsi témoignant pour prétendre qu'elle témoigne contre elle-même ou contre son conjoint, mais elle sera tenue de témoigner, et aucune poursuite judiciaire contre elle dans aucune procédure judiciaire ne pourra pas pour aucun crime et faisant le dit témoignage.

Séance du 4 juillet.

La Convention est appelée à l'ordre à 10 heures par le président Wiltz, 73 membres présents.

La dernière de l'article 33 des dispositions générales est reprise.

M. Stringfellow présente un substitut ainsi conçu :

"L'assemblée générale passera des lois pour punir ceux qui méchamment violeront des contrats de travail sans cause légale ou en finance."

La Convention, après avoir adopté ce paragraphe par 48 voix contre 41, revient sur les votes et, après avoir entendu MM. Allain, Kernochan, Todd, McConnell, Pinchback, Simon et Mackebee, rejette le substitut par 71 voix contre 15.

Une motion de M. McConnell de supprimer l'article est rejetée par 88 voix contre 23.

L'article est adopté par 73 voix contre 29 avec un amendement de M. Lyons augmentant le mot publics; en voici le texte :

Art. 33. L'assemblée générale n'a en première session, passera des lois pour protéger les travailleurs employés aux bâtisses, ponts, routes, chemins de fer, canaux et autres ouvrages publics, contre le non paiement par les entrepreneurs et sous-entrepreneurs de leurs salaires, ou contre toute autre violation de contrat entre eux et leurs employés, et pour donner un recours légal contre le propriétaire de tels ouvrages, et pour rendre la compagnie ou les particuliers pour le compte desquels l'ouvrage est fait, responsables du paiement final dans tous les cas.

M. Cunningham annonce qu'il demandera que le vote adoptant cet article soit repris en considération.

L'article 34, sur les droits de propriété, est renvoyé au comité de classification.

L'article 35, sur les hypothèques et privilèges sur les meubles, est, après une longue discussion, renvoyé au comité judiciaire.

L'article 36, déclarant un délit le fait de tirer profit des fonds publics par un usage non autorisé, est déposé sur le bureau.

L'impression de l'ordonnance amendée est ordonnée.

M. Kidd demande la parole pour un fait personnel et répondant au *Picayune* qui avait reproché au président Wiltz de l'avoir nommé président du comité de la dette, il dit que d'abord si le président Wiltz eût su à désigner le président du comité, il eut dû le désigner lui, Kidd, auteur de la motion, conformément à tous les usages parlementaires, mais qu'en fait le comité a été choisi par les délégués des districts congressionnels et que, par suite, le comité a élu lui-même son président.

Quant à l'assertion du *Picayune* que le rapport du comité n'était pas soutenu, M. Kidd exprime l'opinion que si le rapport était soumis au peuple, ce rapport serait ratifié par 40,000 voix de majorité.

La convention s'ajourne à samedi, 5 juillet, à 10 heures.

Séance de Samedi, 5 juillet.

La séance est ouverte à dix heures. Soixante-onze délégués répondent à l'appel. M. Wiltz occupe le fauteuil.

La résolution (de M. Hough) déclarant qu'aucune clause ou ordonnance de la nouvelle constitution ne devra être observée par un fonctionnaire quelconque avant d'avoir été ratifiée par le peuple, est considérée.

L'auteur ayant dit que les avocats admettront avec lui que la Convention n'a pas le droit d'allouer plus d'argent que la somme fixée par la Législature, ou, que si elle en alloue, le trésorier courra le risque de se voir réclamer les vingt-cinq mille piastres qui ont été votées récemment.

M. Leake lui répond que le but de la résolution est, évidemment, d'arrêter les travaux de l'assemblée, dont les républicains regrettent la convocation. Quant à l'autorisation légale, la Convention de 1844, et se trouvaient des jurisconsultes tels que Benjamin et Bonzano, a voté une somme additionnelle; la convention de 1864, qui était au pouvoir des républicains, en a fait autant, et si l'assemblée avait les vingt-cinq mille piastres de plus, les républicains ne seraient pas les derniers à venir toucher leur *per diem*. Si la Convention n'obtient pas la somme qu'elle demande, elle devra en prier le gouverneur de convoquer la Législature en session extraordinaire ou de s'ajourner en attendant que la prochaine Législature vote le montant nécessaire.

M. Rhoblesh est d'opinion que les délégués ne sont pas revêtus du pouvoir de s'allouer les vingt-cinq milles piastres. La Convention de 1844 n'a alloué que mille piastres, et cela pour payer les frais d'impressions.

M. Blanchard maintient le contraire quant au droit d'allocation. Il cite l'exemple des Conventions de 1844 et 1864 de la Louisiane, celui des Conventions de la Pennsylvanie, de l'Illinois et de la Georgie.

M. McConnell croit que l'adoption de la résolution allemand vingt-cinq mille piastres de plus placerait le trésorier et ses cautions dans une position difficile si le montant restait de la dette publique. La Georgie n'agent pas avoir plus somme qu'elle désirait, changea son président de faire un emprunt et d'émettre des *bonds*; les obligations furent émises. M. Robert Touaine en fit parvenir le montant à qui de droit et accepta les bonds en garantie. Dans le cas où n'semblée ne pourrait pas se procurer la somme nécessaire, ce qu'elle aurait de mieux à faire, ajoute le délégué d'Orléans, serait de prendre un vote définitif sur l'ordonnance de la dette de l'Etat, et de s'ajourner jusqu'à un autre.

M. Hough ne que son but, en offrant la résolution ait été de suspendre les séances de la Convention.

M. Watkins dit que la Législature n'avait pas le droit de limiter le nombre de jour de séances de l'assemblée, que celle-ci est revêtue du pouvoir de voter la somme qu'il lui faut pour accomplir la mission que le peuple lui a confiée.

M. Semmes est d'opinion que les pouvoirs de la Convention sont limités, que la ligne de conduite la plus sage à suivre est d'émettre des bonds en des mandats. Si le nouveau pacte fondamental est ratifié, les porteurs des obligations seront payés; si le peuple ne l'accepte pas, la prochaine Législature, obtenant à la voix de l'équité, paiera les frais encourus.

M. Land, qui croit que l'assemblée est souveraine, offre un substitut qui déclare que le trésorier, sauf refus d'obéir à l'ordonnance de l'assemblée, et celle-ci n'ayant plus les moyens de continuer ses séances, elle s'ajournera le 6 du courant, à midi, pour se réunir de nouveau le premier lundi de janvier 1880.

Le président—M. Forman—décide que le substitut n'est pas à l'ordre.

Le représentant de Caddo ajoute que la dignité de l'assemblée exige un ajournement.

M. Caffrey fait observer que délégués que la loi qui les convoque déclare qu'ils ne siégeront pas de par dans, n'auront droit à aucune rémunération à l'expiration de cinquante jours, mais le délégué de Ste-Marie est d'avis que l'assemblée peut émettre des mandats pour frais plus que certaine dépense. De même que M. Semmes, M. Caffrey maintient qu'en temps de paix la Convention ne pourrait lever des contributions; dans le cas d'attribuer le mouvement qu'on est de révolution.

M. Lott est d'opinion que la Législature a le droit de limiter le nombre de jours et le montant de la somme à être allouée par la Convention, par un vote définitif d'une Convention, par un vote définitif d'une Convention. M. Fe, une Convention aurait l'autorité de voter d'une Législature et non celui du peuple lui-même; celui-ci peut en pouvoirs contre les délégués.

M. Blanchard nie du aux débats en cour de justice, que plaidoyer qui charge le jury de diminuer l'effet des moyens présentés par l'avocat du vingt-cinq mille piastres, et de faire un rapport le plus tôt possible. La discussion est adoptée.

La résolution (de M. Stone) déclarant [illegible] excepté celui du comité judiciaire, est [illegible].

[illegible] charpentant celui du comité judiciaire le 22 de courant—est appelée—M. Long propose d'accepter le commis du comité du tremblement de la ville; sa motion est acceptée. La résolution (modifiée) est adoptée.

M. Nagle présente le rapport du comité d'incorporations et des droits de corporations; M. Kernochan présente celui du comité des améliorations intérieures. L'impression en ordonne l'impression.

L'ordination (de M. Pinchback) fixant à quatre piastres—à moins que la Convention ne prolonge le temps—les débats qui pourraient avoir lieu sur les rapports des comités, est adoptée par un vote de 70 contre 20.

La résolution, au rapport relatif à la convention de la dette flottante de l'Etat est fixé à lundi prochain, amendée après la lecture du compte-rendu de la séance d'aujourd'hui.

L'ordonnance qui a trait à la somme que l'Etat doit à l'agent fiscal, est considérée.

Le préambule dit :

Les [illegible] ont été par [illegible] à l'agent fiscal en vertu d'un contrat en date du [illegible] approuvée le 19 juin 1877, et [illegible] ; la Législature ayant, à la [illegible] de l'Etat. La Législature ayant, à la session générale, dont la présente convalescence est [illegible] pour [illegible] pour [illegible] privé du droit d'accepter [illegible] pour [illegible] ou de manquer [illegible] ; et [illegible] pour [illegible] ; et [illegible] pour [illegible] ; et [illegible] pour